

Paris, le 19 avril 2024

Communiqué de presse

NON à l'expulsion des travailleurs immigrés à la retraite des ex-foyers Sonacotra !

La quasi absence de politique du logement social en France a des conséquences graves pour des couches de plus en plus nombreuses de la population. Les bailleurs sociaux n'investissent pas assez pour élargir leur offre et pour rendre plus habitable leur parc immobilier et nombre de logements insalubres continuent d'être le domicile de familles et de célibataires en grande précarité.

Depuis plusieurs années, la société Adoma (anciennement Sonacotra), filiale du groupe CDC Habitat (Caisse des Dépôts et Consignations), a lancé un plan de rénovation de son patrimoine immobilier et transforme ses chambres en petits studios plus « confortables ». En même temps, elle profite de cette nécessaire rénovation et de la transformation des foyers en « résidences », pour expulser des travailleurs immigrés retraités installés depuis des décennies.

Certaines personnes sont installées dans ces foyers depuis le début des années 1970, quand le patronat et l'État sont venus chercher des travailleurs dans l'Afrique francophone pour fournir de la main d'œuvre à de multiples secteurs économiques : BTP, automobile, nettoyage, etc. Ces travailleurs ont largement contribué à la construction et à la reconstruction du pays. Ils sont aussi les descendants des soldats des Forces Françaises Libres (travailleurs Sénégalais, Marocains, etc.) qui ont contribué à libérer la France du joug nazi. Ces expulsions sont bien la marque que, dans notre pays, trop souvent, les intérêts financiers l'emportent sur la dignité, la santé voire la vie des gens.

Adoma invoque les besoins d'autres précaires pour justifier cette politique. Cette mise en concurrence des précarités est inadmissible, elle est le résultat de choix idéologiques qui dominent tout, à commencer par le tabou du refus des idéologues qui nous gouvernent d'augmenter l'impôt et la contribution des plus riches. Ensuite, les représentants de ce pouvoir au service des plus riches s'adressent aux étudiants, aux jeunes actifs, aux personnes âgées isolées, aux familles monoparentales, aux femmes victimes de violence et qu'il faut protéger, etc., et leur demandent de faire preuve de patience, car il n'y a pas assez de places pour les loger correctement !

C'est une politique massive de logements sociaux qu'il faut mener de toute urgence !

L'UNIRS apporte son soutien aux travailleurs immigrés retraités victimes de cette politique et à leurs associations de défense.